



L'enjeu des votations du 9 février 2014 : Admettre que nous vivons dans un territoire limité

Fixer le rythme de notre croissance en fonction de ce que notre population, notre territoire et nos finances peuvent raisonnablement supporter, c'est opter pour le bon sens plutôt que céder à une fuite en avant effrénée. Le choix de l'UDC est clair, à vous de faire le vôtre.

NON à la surdensification de notre canton

Genève est déjà la ville la plus dense de Suisse avec 12 000 personnes par kilomètre carré, or cette nouvelle loi (10965) imposera des minima de densités qui sont deux fois plus élevés que la moyenne des projets réalisés ces 50 dernières années dans le canton de Genève!

Imaginez la cité du Lignon avec deux fois plus d'immeubles sur la même surface de terrain, ce sont les espaces de verdure et de délassément qui disparaîtraient avec cette nouvelle loi qui ne mentionne d'ailleurs aucune limite supérieure de densité.

Notre canton doit garder une mixité d'habitat afin de garder une mixité sociale en harmonie avec son environnement. Il est impossible de mettre toujours plus de monde dans un espace limité, celui de notre canton n'est pas extensible. Ces dernières décennies, la population genevoise a plus que doublé sans que les infrastructures ne suivent le même rythme. Vieillissantes et sous dimensionnées, elles devraient être adaptées mais comme c'est au-delà de nos capacités financières, on ajoutera beaucoup d'habitants mais très peu d'infrastructures.

Genève doit loger ses enfants (ce qui correspond à une croissance annuelle d'environ 1 500 personnes ou 750 logements), les quelques 1 500 logements que nous construisons par an suffisent amplement. Mais pour pouvoir, en plus, loger décemment toutes les personnes qui arrivent de l'étranger (plus de 6 000 personnes par an), il faudrait construire le double, or jamais nous n'y sommes parvenus.

L'UDC ne croit pas au miracle de la multiplication des pains, il ne s'agit pas de ne plus construire mais de le faire dans la limite de nos capacités temporelles, financières et spatiales. **Il faut savoir raison garder face à la démesure et refuser la loi 10965.**

OUI à l'initiative de l'UDC contre l'immigration de masse

Notre situation de croissance effrénée alimentée par une immigration massive fait certes le bonheur des entreprises mais fait-elle celui des habitants? Quantité de vies ne signifie pas qualité de vie or il faut bien admettre que cette dernière ne cesse de se dégrader.

Les routes sont saturées et les transports publics bondés. Il faut être de plus en plus expérimenté pour décrocher le moindre job, et de moins en moins regardant sur le salaire tant la concurrence devient rude. En même temps, il faut dépenser toujours davantage pour se loger tant les prix de l'immobilier explosent.

Pour éviter des tensions de plus en plus palpables, on flique toujours plus les transports publics, le trafic individuel, la propriété, le travail, les assurances, le pauvre comme le riche. On sécurise tout sauf la porte d'entrée.

L'initiative de l'UDC ne dit pas qu'il faut fermer la porte et renoncer à toute immigration mais demande juste que la Suisse retrouve le droit de contrôler l'accès à son territoire.

Doit-on laisser la porte grande ouverte, au risque d'être à notre tour emportés dans la tourmente? Ou peut-on raisonnablement prétendre à la préservation de conditions de vie acceptables pour nos propres familles, pour les habitants que notre territoire héberge déjà?

Pour défendre les besoins en logements, emplois, mobilité et qualité de vie de nos habitants, pour une immigration choisie et non pas subie, **le oui à l'initiative de l'UDC s'impose comme une évidence.**

Christina Meissner,
députée au Grand Conseil
et Conseillère municipale

